



**Erika Schnyder, syndique
Commune de Villars-sur-Glâne
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique
(Soixante-cinquième billet,
avril 2020)**

Chères et Chers habitants de la Commune,

Les nouvelles tant attendues du Conseil fédéral sur un déconfinement sont arrivées jeudi dernier et force est de constater que l'on est encore loin d'un véritable déconfinement. Si l'évolution de la maladie est positive, on est encore loin d'affirmer qu'il soit définitivement en voie d'éradication.

A ce stade, il y a trois étapes prévues pour un très progressif retour à une vie plus normale. La première, dès le 27 avril, verra l'ouverture des services : coiffeurs, médecins, physio et autres, ainsi que des jardinerie, fleurs, magasins de bricolage et stations de lavage. Mais il faut encore définir les protections à prendre, par exemple le port du masque, la gestion du périmètre de sécurité, la protection du personnel, etc. Les hôpitaux peuvent reprendre les opérations non urgentes, à certaines conditions.

La deuxième étape, dès le 11 mai, verra l'école obligatoire reprendre et tous les magasins ouvrir, ainsi que les marchés. Toutefois cela reste conditionné à la bonne évolution de la maladie. Une décision définitive sera prise le 29 avril. Là encore, plusieurs questions se posent, notamment la manière dont se fera le retour des enfants dans les classes et les conditions de la prise en charge de la petite enfance et des accueils extra-scolaires.

La troisième étape, dès le 8 juin, sera celle du déconfinement des hautes écoles et du secondaire, ainsi que des cinémas, musées, théâtres, et bibliothèques. Mais rien n'est dit quant aux festivals, au sport et aux hôtels/restaurants. Certains gros festivals ont d'ores et déjà jeté l'éponge, comme le Paléo ou le Montreux Jazz.

Il est important de rappeler que les règles d'hygiène et de distanciation sociale sont maintenues et l'interdiction des rassemblements aussi. Les personnes à risques doivent rester confinées et les EMS évidemment aussi. A ce sujet, la situation dans les EMS, malgré toutes les mesures prises, est devenue très tendue. Bon nombre d'EMS accusent un fort degré de contamination, que ce soit de résidents ou de membres du personnel. Pour certains d'entre eux, la situation est devenue intenable : non seulement la mesure de confinement total les a obligés à revoir la prise en charge des résidents, de manière plus individuelle et plus contraignante pour le personnel, mais encore le personnel valide doit remplacer le

personnel manquant. Il devient urgent de pouvoir hospitaliser tous les résidents atteints, pour éviter à la fois l'effet boule de neige auprès d'une population particulièrement vulnérable et pour soulager le personnel en place ainsi que les structures non prévues pour la prise en charge de situations de cette ampleur. De ce côté-là, les autorités politiques devraient faire preuve de plus d'engagement, car le HFR dispose de l'infrastructure nécessaire à cet accueil et est prêt à le faire.

Cela dit, on attend des précisions quant à l'application du déconfinement progressif. D'ici l'entrée en vigueur des différentes étapes, la population doit impérativement éviter tout relâchement dans l'observation des directives, pour empêcher un retour du virus. Le Conseil fédéral pourra revenir sur ses prévisions dans la mesure où la situation devait à nouveau se dégrader, d'où la nécessité de ne pas baisser la garde.

La vie économique devrait reprendre aussi progressivement son cours. Afin de venir en aide aux indépendants et aux personnes financièrement impactées par l'arrêt de l'économie, le Conseil fédéral a décidé d'un train de nouvelles mesures financières, en faveur des indépendants non compris dans le premier paquet d'aide : ils pourront toucher des APG (c'est le cas des coiffeurs, taxis, fleuristes, etc.), mais pour autant que leur revenu soit supérieur à 10'000 francs et inférieur à 90'000 francs par an. Ils toucheront au maximum 196 francs par jour. S'agissant des travailleurs à risque (victimes des maladies répertoriées comme présentant un danger face au virus), ils devront toujours rester à domicile et effectuer du télétravail si possible, sinon rester en congé.

Enfin, le seco a décidé la fin de la suspension des délais. Cela signifie que les fêtes judiciaires en matière civile ou administrative, ainsi que la suspension des délais en matière de poursuite, ne sont plus prolongées. Par conséquent, la suspension des délais fixés directement par la loi (p.ex. délais de mise à l'enquête publique) ou fixés par l'autorité (p.ex. détermination sur une opposition ou un recours) dans le cadre de procédures de planification (PAL, PAD, plans de routes) et de permis de construire ont pris fin le 19 avril 2020 à minuit. Cela signifie notamment que les délais d'enquête publique qui n'étaient pas arrivés à échéance compte tenu de la prolongation des fêtes commenceront à nouveau à courir dès le 20 avril 2020.

En attendant, continuez à prendre bien soin de vous et de vos proches !

Erika Schnyder, syndique